



BREF

ILE-DE-FRANCE

Bulletin trimestriel d'informations sur le marché du travail

Le marché du travail francilien a de nouveau enregistré un repli au quatrième trimestre 2009.

Le taux de chômage régional s'est établi à 8,4 % de la population active, soit une augmentation de 0,5 point par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est identique en France métropolitaine.

En un an, le taux de chômage francilien a augmenté de 1,6 points, soit la plus forte hausse enregistrée depuis que cet indicateur est disponible.

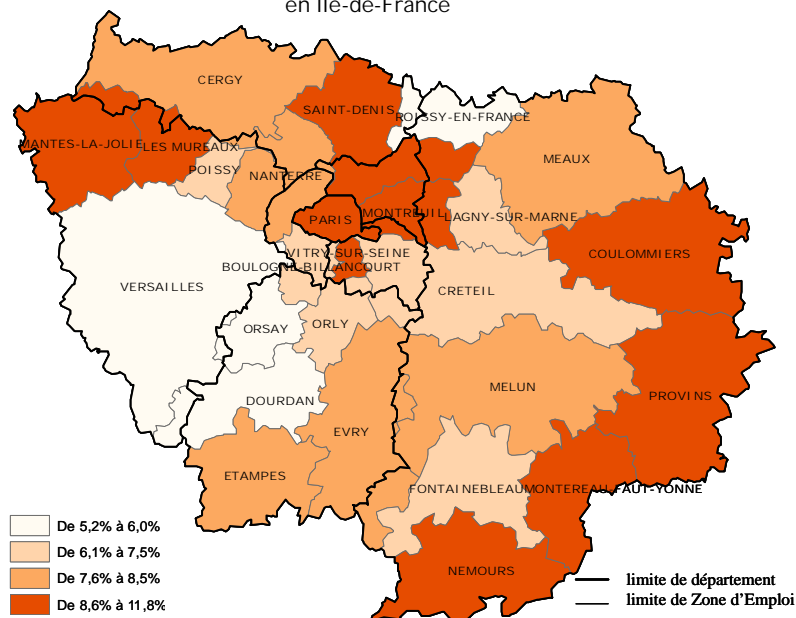
Le nombre d'inscrits à Pôle emploi a évolué de manière analogue sur l'année. Toutefois, on note un ralentissement de la hausse au quatrième trimestre. Notamment, l'augmentation de la demande d'emploi des jeunes âgés de moins de 25 ans est la plus faible observée depuis plus d'un an et c'est maintenant la demande d'emploi des seniors qui progresse le plus vite.

L'emploi salarié francilien a continué à reculer, plus rapidement que dans le reste du pays. Néanmoins, l'emploi intérimaire a confirmé son rebond au quatrième trimestre.

Le nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi a sensiblement augmenté, par rapport au trimestre précédent, surtout pour les contrats courts, mais cela se manifeste également sur les contrats longs.

L'arrêt de la dégradation de la conjoncture se manifeste également par un moindre recours à l'activité partielle dans les établissements franciliens. Toutefois, le nombre de suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France s'est maintenu au niveau observé le trimestre précédent.

Taux de chômage localisés par zone d'emploi au 4^{ème} trimestre 2009 en Ile-de-France



Source : INSEE

LES CHIFFRES DE DECEMBRE 2009 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.A) : 500 780

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 2,3 %

Evolution sur 1 an : + 21,5 %

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.ABC) : 692 950

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 2,7 %

Evolution sur 1 an : + 18,4 %

Taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2009 :

Ile-de-France : 8,4 %

France : 9,6 %

Emploi salarié Unedic CVS en fin de trimestre : 4 068 100

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : - 0,4 %

Evolution sur 1 an : - 2,0 %

SOMMAIRE

Les évolutions du marché du travail au 4 ^{ème} trimestre 2009	pages 2-3
Les tensions sur le marché du travail au 4 ^{ème} trimestre 2009	page 4
Les évolutions de l'emploi au 4 ^{ème} trimestre 2009	page 5
L'activité intérimaire au 4 ^{ème} trimestre 2009	page 6
L'activité partielle au 4 ^{ème} trimestre 2009	page 7
Les procédures de licenciement collectif au 4 ^{ème} trimestre 2009	page 8

y Forte hausse du taux de chômage francilien

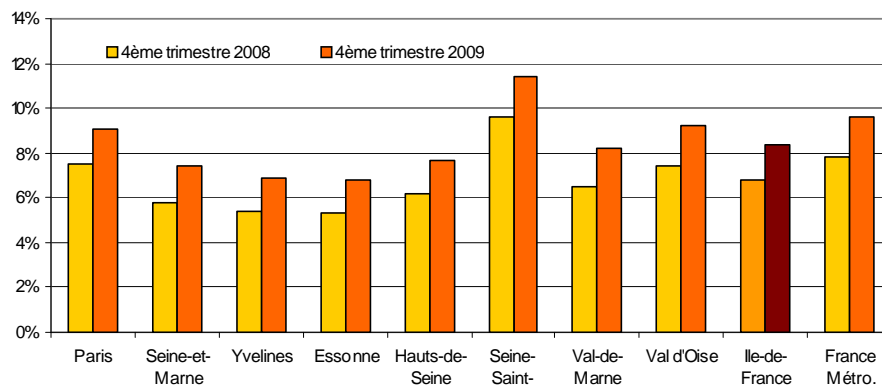
Au cours du quatrième trimestre 2009, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,4 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre), soit une augmentation de 0,5 point par rapport au trimestre précédent.

Ce rythme de progression est plus fort que celui observé au trimestre précédent (+0,2 point, chiffre révisé), il est identique à celui observé en France métropolitaine. Il n'a été plus rapide que dans cinq régions, soit très industrielles (Nord-Pas-de-Calais, Franche-Comté), soit du pourtour méditerranéen (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse).

La hausse trimestrielle du taux de chômage localisé est très élevée ce trimestre en Seine-Saint-Denis (+0,8 point). C'est l'une des plus fortes de France métropolitaine. Toutefois, elle survient après plusieurs trimestres de progression plus modérée que dans les autres départements. A Paris et dans les Hauts-de-Seine, la progression trimestrielle du taux de chômage n'est que de 0,3 point.

En un an, la hausse du taux de chômage francilien a atteint +1,6 point, contre +1,8 point en France métropolitaine. Le rythme de hausse du taux de chômage régional est ainsi de plus en plus proche de celui observé en France métropolitaine. Par département, la progression annuelle du taux de chômage varie peu en Ile-de-France : elle va de +1,5 points (Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine) à +1,8 points (Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise).

Evolution du taux de chômage localisé en Ile-de-France entre le 4^{ème} trimestre 2008 et le 4^{ème} trimestre 2009



Source : INSEE

y Le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A a dépassé 500 000, pour la première fois depuis 3 ans

A la fin du mois de décembre 2009, 500 780 personnes inscrites à Pôle emploi recherchaient un emploi à durée indéterminée ou non, à temps plein ou partiel, étaient immédiatement disponibles pour l'occuper et n'avaient pas travaillé, même une heure, au cours du mois (catégorie A, corrigée des variations saisonnières). Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois (catégorie ABC), 692 950 personnes étaient inscrites à Pôle emploi et étaient immédiatement disponibles pour un emploi.

La hausse de la demande d'emploi francilienne a ralenti entre fin septembre et fin décembre : +2,3 % en catégorie A, contre +4,6 % de juin à septembre. Elle est de nouveau supérieure à celle observée en France métropolitaine (+1,9 %), mais l'écart s'est sensiblement réduit. Par département, les plus fortes hausses trimestrielles

ont été enregistrées dans des départements jusque là moins affectés par la crise : Seine-Saint-Denis (+3,3 %), Val-de-Marne (+3,1 %). En revanche, la croissance du nombre d'inscrits est restée plus modeste à Paris (+1,5 %).

En incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégorie ABC), l'augmentation trimestrielle du nombre d'inscrits à Pôle emploi a été très proche dans la région et en France métropolitaine.

La progression annuelle du nombre d'inscrits à Pôle emploi est devenue supérieure à celle observée en France métropolitaine, traduisant un phénomène de rattrapage dans la région. On observe encore des écarts entre départements (+14,7 % à Paris, contre +23,1 % en Essonne, cat. ABC). Mais ceux-ci ont eu tendance à diminuer. De plus, les départements où la croissance de la demande d'emploi a été plus sensible sont ceux où le nombre d'inscrits à Pôle emploi était le plus faible, rapporté à la population active.

Demande d'emploi à la fin du mois de décembre 2009	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage en % (en moyenne sur le 4 ^{ème} trimestre)	9,1	7,4	6,9	6,8	7,7	11,4	8,2	9,2	8,4	9,6
Evolution trimestrielle (en points)	0,3	0,5	0,5	0,4	0,3	0,8	0,6	0,6	0,5	0,5
DEFM catégorie A (données CVS)	111 860	47 200	47 700	41 520	62 150	82 770	53 800	53 780	500 780	2 645 100
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	1,5	1,9	2,6	2,4	2,7	3,3	3,1	1,6	2,3	1,9
Evolution sur 1 an ((% CVS)	18,6	23,1	22,9	25,2	22,8	19,8	23,2	22,0	21,5	18,7
DEFM catégorie ABC (données CVS)	164 640	65 650	65 570	56 770	84 670	110 300	72 990	72 360	692 950	3 849 200
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	2,2	2,4	3,3	3,1	2,8	3,1	3,2	2,4	2,7	2,5
Evolution sur 1 an (% CVS)	14,7	20,9	20,5	23,1	18,6	17,5	19,5	19,4	18,4	18,2
Part des femmes (% CVS)	48,1	49,0	47,7	47,8	48,3	46,4	47,6	47,5	47,8	50,0
Part des jeunes (% CVS)	6,1	17,5	13,6	15,1	9,2	12,5	12,3	14,9	11,6	16,8
Part des inscrits depuis plus d'un an (% CVS)	40,6	29,2	30,1	27,5	32,9	32,4	31,1	31,9	33,3	33,0

Sources : INSEE, DARES / Pôle emploi - calcul des CVS : DRTEFP/SEPES

y Un ralentissement de la hausse du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi...

Au quatrième trimestre, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a continué à augmenter en Ile-de-France (+ 2,5 % en catégorie ABC, CVS), alors que la hausse a nettement ralenti en France métropolitaine (+1,1 %). A fin décembre, 80 270 jeunes franciliens étaient inscrits à Pôle emploi, soit 11,6 % des inscrits de la région (16,8% en France métropolitaine).

La hausse du nombre des seniors âgés de 50 ans et plus inscrits à Pôle emploi a peu ralenti au quatrième trimestre (+3,4 % CVS). Comme en France métropolitaine, elle a été plus élevée que dans les autres classes d'âge au cours de ce trimestre.

L'accroissement du nombre d'hommes et de femmes inscrits à Pôle emploi a fléchi au quatrième trimestre dans la région (respectivement +3,0 % et +2,5 %). Les taux d'évolution sont proches de ceux observés en France métropolitaine. En un an, le nombre d'hommes a augmenté un peu plus que celui de femmes : +20,9 % et +15,8 %.

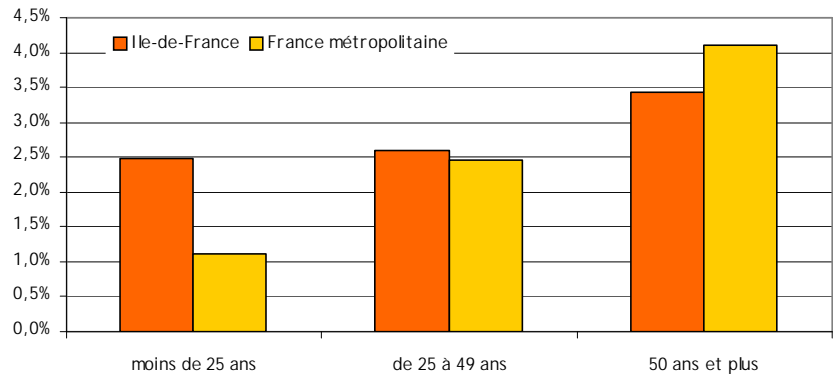
y Une progression plus forte pour les niveaux de formation les plus élevés

La hausse annuelle de la demande d'emploi a été générale, quel que soit le niveau de formation atteint. Elle a toutefois été plus forte pour les niveaux les plus élevés (bac+2 et plus).

A fin décembre 2009, les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation supérieur au bac représentaient 35% de la demande d'emploi francilienne, contre 23% au niveau national. A l'inverse, la part de la demande d'emploi ayant un niveau de formation égal au BEP / CAP était nettement inférieure dans la région (26% contre 39%). La proportion des demandeurs d'emploi n'ayant validé aucune formation est identique : 18%.

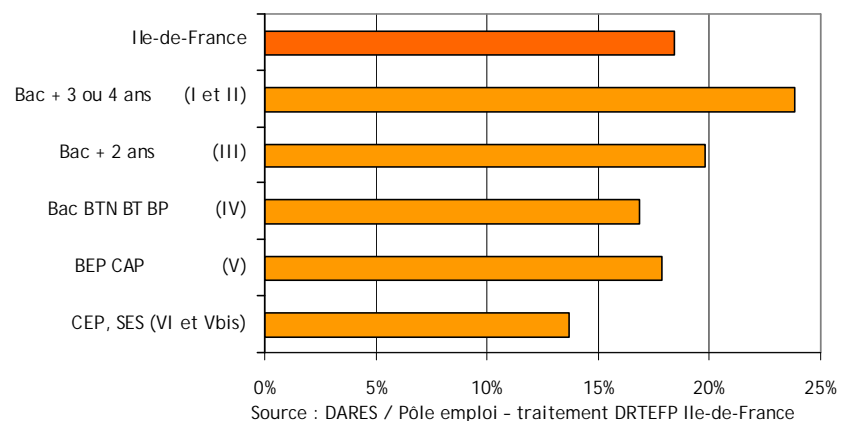
En raison du changement de la nomenclature des métiers recherchés par les demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi, les séries par grande catégorie socioprofessionnelle n'ont pas pu être calculées au quatrième trimestre 2009.

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France et en France métropolitaine au quatrième trimestre 2009, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS)



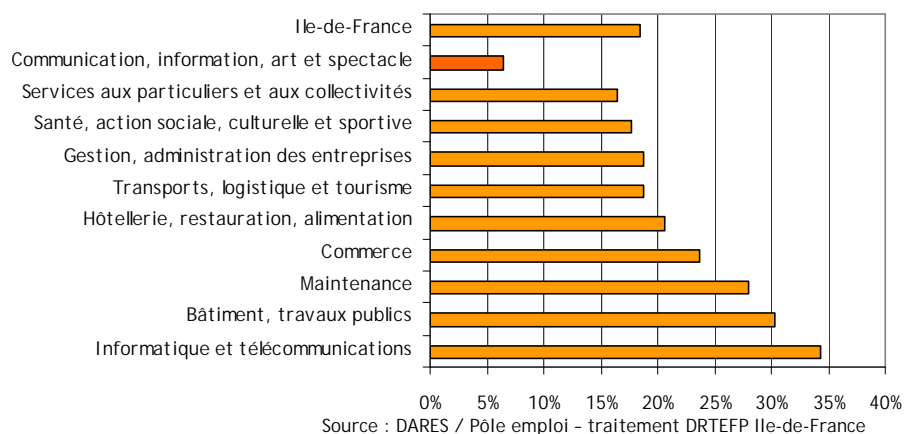
Source : DARES / Pôle emploi - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en 2009 en Ile-de-France, selon le niveau de formation (catégorie ABC - données brutes)



Source : DARES / Pôle emploi - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France en 2009, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données brutes)



Source : DARES / Pôle emploi - traitement DRTEFP Ile-de-France

y L'informatique / télécommunication maintenant le plus touché

Si on enregistre toujours une forte hausse du nombre d'inscrits dans le bâtiment et les travaux publics, c'est dans l'informatique et télécommunication que la croissance de la demande d'emploi a été la plus forte : +34,3% en un an. D'autres domaines d'activité, associés à un haut niveau de qualification, ont aussi enregistré de fortes hausses : banque assurance, cadres et ingénieurs de

l'industrie, étude et recherche.

Parmi les domaines regroupant un grand nombre d'inscrits, on observe une hausse de plus en plus forte dans le commerce (+23,8% en un an), alors que la gestion et administration d'entreprises est dans la moyenne régionale. Dans les services aux particuliers et, surtout, les arts et spectacles, la progression de la demande d'emploi est inférieure à la moyenne régionale tout en restant à un niveau très élevé.

y Un taux de tension stabilisé à un bas niveau

A compter du 4^{ème} trimestre 2008, la conjonction d'une nette baisse des offres d'emploi confiées à Pôle emploi et d'une forte augmentation des demandes d'emploi enregistrées par Pôle emploi a conduit à un desserrement sans précédent des tensions sur le marché du travail francilien.

De fin juin à fin septembre 2009, le ratio « offres sur demandes », ou taux de tension, atteignait ainsi son plus bas niveau depuis le début de l'observation en 1999: 0,45 point.

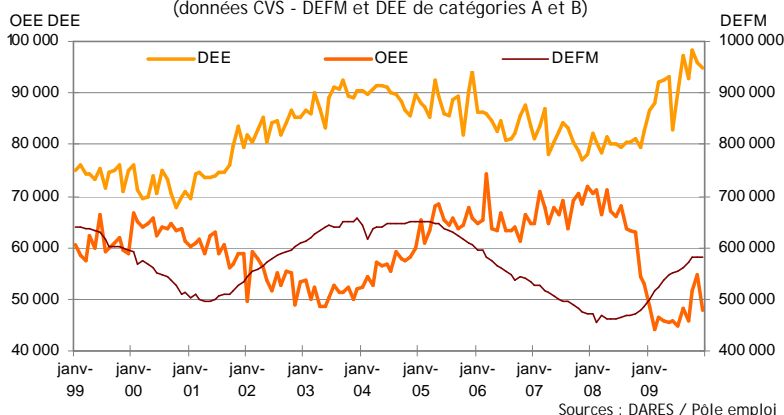
Au 4^{ème} trimestre 2009, le mouvement de desserrement des tensions s'est interrompu. En données corrigées des variations saisonnières, le ratio « offres sur demandes » est en effet, supérieur de + 0,03 point à celui relevé de juin à septembre 2009.

Ce ratio demeure néanmoins très inférieur à celui de la même période de 2008. Ainsi, pour 100 inscriptions de demandeurs d'emploi d'octobre à décembre 2009, 51 offres d'emploi ont été confiées à Pôle emploi, contre 68 l'an passé (données brutes).

y Un flux d'inscriptions toujours en hausse...

La contraction des tensions entre les 4^{èmes} trimestres 2008 et 2009 s'explique en premier lieu par l'augmentation du flux de demandes d'emploi entre ces deux périodes : 293 000 nouvelles inscriptions en-

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi, de janvier 1999 à décembre 2009 (données CVS - DEFM et DEE de catégories A et B)



registrées d'octobre à décembre 2009, soit + 18,3 % en un an (catégories A et B).

Si tous les domaines professionnels ont connu une progression, celle-ci a été particulièrement forte pour les ingénieurs / cadres de l'industrie, les métiers des études / recherche et ceux de l'informatique (de + 34 % à + 24 % en un an).

y ... mais des offres d'emploi qui progressent de nouveau

La réduction du volume d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi entre les 4^{èmes} trimestres 2008 et 2009 a également contribué à réduire le niveau de tension moyen entre ces deux périodes : 150 700 offres d'octobre à décembre 2009, soit - 10,4 % en un an.

A l'exception des métiers des arts /spectacles et de la santé, tous les domaines professionnels ont vu leur propositions de postes collec-

tées par Pôle emploi se réduire au 4^{ème} trimestre 2009, par rapport à la même période de l'an passé. Cette réduction a été particulièrement importante pour les métiers de la mécanique/travail des métaux, de l'électricité/électronique, et pour les ingénieurs/cadres de l'industrie (entre - 42,0 % et - 34,5 % en un an).

Néanmoins, après avoir chuté à partir de l'été 2008, puis s'être stabilisé de mars à septembre 2009, un redressement progressif des offres collectées par Pôle emploi s'est amorcé au dernier trimestre 2009, comme le montre le graphique ci-dessus.

Ce redressement n'a toutefois pas été suffisant, face à la progression des inscriptions, pour augmenter significativement les tensions, mais il a permis au taux d'écoulement de la demande d'emploi de se réorienter à la hausse en fin d'année 2009, après 6 trimestres consécutifs de baisse.

Les principaux indicateurs de tension au 4 ^{ème} trimestre 2009 en Ile-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre octobre et décembre 2008 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre octobre et décembre 2009 (1)	Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre octobre et décembre 2009 (2)	Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, en décembre 2009 (3)	DEFM de catégories A et B à fin décembre 2009	Evolution du stock de DEFM de catégories A et B entre décembre 2008 et décembre 2009	Evolution des offres d'emploi enregistrées (4 ^e trimestre 2009 / 4 ^e trimestre 2008)	Evolution des demandes d'emploi enregistrées (4 ^e trimestre 2009 / 4 ^e trimestre 2008)	Enquête Pôle emploi / BMO 2009 Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	0,41	0,25	53,1%	64,4%	4 319	39,2%	-24,8%	21,1%	70,0%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,46	0,32	59,6%	65,0%	15 234	31,0%	-15,6%	19,6%	70,0%
TAM du bâtiment et des travaux publics	1,63	1,17	56,6%	62,8%	3 227	35,9%	-13,2%	21,4%	56,3%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,31	0,69	63,4%	60,4%	1 307	28,9%	-46,0%	2,6%	62,3%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,12	0,77	73,8%	64,0%	5 782	30,6%	-18,7%	18,6%	65,1%
Caissiers, employés de libre service	1,22	1,01	26,2%	69,3%	12 554	18,6%	-0,3%	19,9%	34,2%
Vendeurs	0,80	0,61	51,1%	68,0%	26 534	20,4%	-8,0%	19,7%	36,6%
Bouchers, charcutiers, boulangers	0,98	0,71	85,8%	68,1%	2 280	24,4%	-9,2%	24,6%	74,2%
Cuisiniers	1,55	0,87	43,3%	67,5%	15 738	22,3%	-33,1%	19,0%	56,1%
Ingénieurs de l'informatique	0,94	0,48	84,1%	57,7%	8 282	47,9%	-31,2%	35,2%	52,8%
Aides-soignants	0,50	0,39	80,5%	71,4%	2 426	12,3%	-17,2%	7,7%	65,1%
Infirmiers, sages-femmes	1,67	1,76	85,9%	75,6%	892	3,2%	17,0%	10,7%	75,1%
Ensemble des familles professionnelles	0,68	0,51	50,3%	63,6%	579 140	19,6%	-10,4%	18,3%	45,1%

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,51 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au quatrième trimestre 2009, contre 0,68 au quatrième trimestre 2008.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de Pôle emploi. Exemple de lecture : 63,6 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi.

y Les destructions d'emploi se poursuivent...

D'après les estimations trimestrielles de Pôle emploi, l'Ile-de-France comptait 4 068 100 salariés dans le secteur privé non agricole (données corrigées des variations saisonnières) à la fin du quatrième trimestre 2009, soit une perte de 18 100 emplois en un trimestre (-0,4 %). Dans le même temps, l'emploi salarié privé non agricole a reculé de 0,2 % en France métropolitaine (soit -33 900 postes).

Sur un champ plus large, les estimations d'évolution de l'emploi faites par l'URSSAF sont concordantes avec celles de Pôle emploi : -0,4 % en Ile-de-France et -0,2 % en France. Le rythme des destructions d'emploi aurait ralenti dans la région selon cet organisme, alors que selon Pôle emploi, l'emploi aurait baissé de 0,4% chaque trimestre depuis le début de l'année. En revanche, les pertes trimestrielles d'emploi auraient diminué en France depuis le début de l'année.

En glissement annuel, 81 000 emplois salariés du secteur concurrentiel ont été détruits dans la région (-2,0 %), selon Pôle emploi services. La baisse de l'emploi salarié métropolitain serait un peu plus forte : -2,2 %. L'URSSAF estime le recul de l'emploi salarié francilien à -2,2 % sur un an et à -2,4 % en France métropolitaine, soit un niveau un peu supérieur.

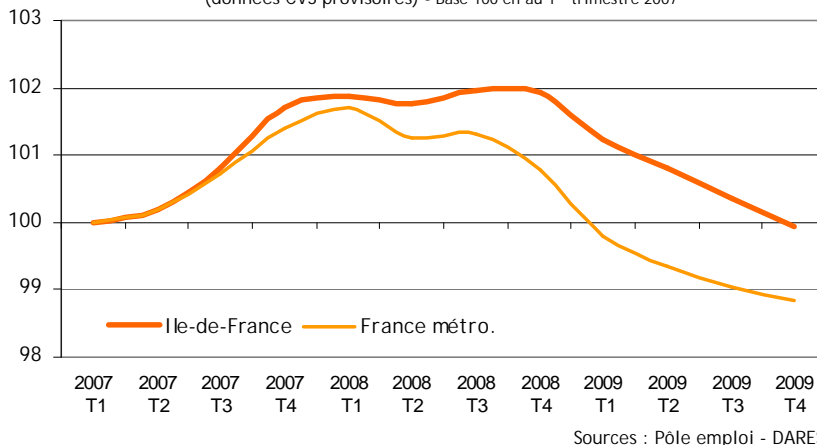
y ...avec des différences marquées par département

En 2009, selon l'URSSAF, le recul de l'emploi salarié a été le plus fort dans le Val-d'Oise (-3,4 %). Ce département a souffert d'une structure de l'emploi très défavorable, avec une surreprésentation de secteurs en difficulté, notamment les transports à Roissy, affectés par la réduction des échanges commerciaux, mais aussi l'industrie et la construction.

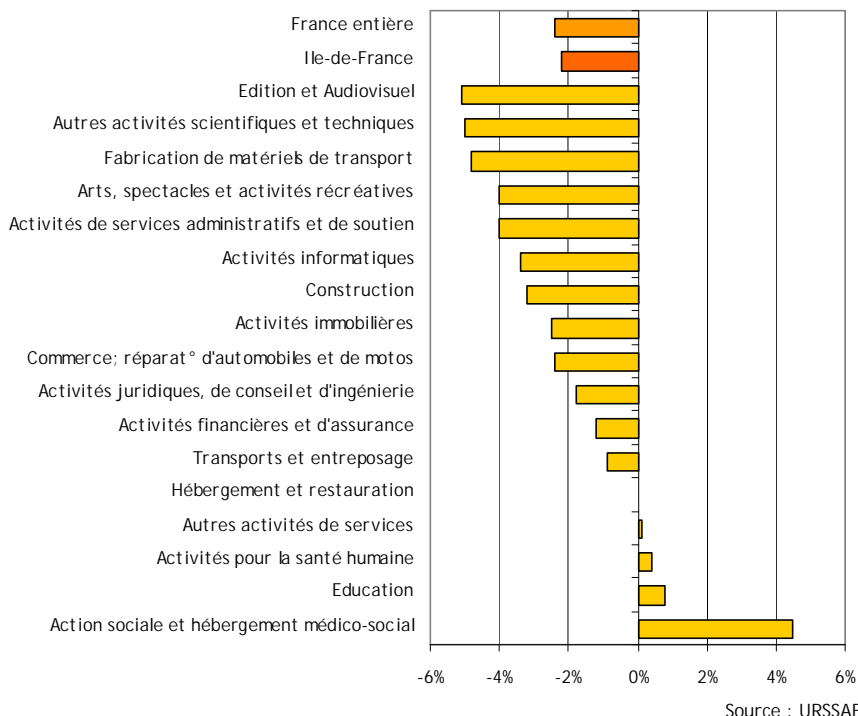
Trois autres départements enregistrent un repli de l'emploi salarié supérieur à celui observé en France métropolitaine : les Yvelines, avec les difficultés de la filière automobile, Paris et le Val-de-Marne.

C'est dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis que la diminution annuelle de l'emploi salarié est la plus faible.

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel non agricole (données CVS provisoires) - Base 100 en au 1^{er} trimestre 2007



Evolution annuelle de l'emploi salarié par secteur d'activité entre le quatrième trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009 (données CVS)



y De fortes pertes d'emploi dans la construction

En rythme annuel, l'emploi salarié de la construction, qui avait assez bien résisté au début de la crise, a nettement reculé en 2009 : -3,2 % en un an, soit près de 9 000 postes supprimés selon l'URSSAF. Ce secteur, gros employeur de salariés intérimaires, avait d'abord réagi en ne renouvelant pas ces contrats, avant de réduire maintenant le nombre de salariés stables.

Mais c'est toujours l'industrie qui recule le plus en un an : -4,4 %, soit 22 000 emplois supprimés. La construction de matériel de transport a reculé de 4,8 %, l'industrie du meuble de 5,5 %. Seuls l'industrie agroalimentaire et l'énergie résistent.

Dans le secteur tertiaire, l'emploi dans l'édition et audiovisuel, qui représente plus de 140 000 salariés selon l'URSSAF, a sensiblement diminué (-5,1 %). Il en est de même pour les autres activités spécialisées, incluant la publicité et les études de marché (-5,0 %) et, également, pour les activités de soutien, notamment l'intérim (-4,0 %).

Le commerce de détail, premier employeur francilien, aurait enregistré un recul de l'emploi de 2,4 % en un an, soit 17 000 emplois supprimés. Seules, certaines activités de services à la personne (l'action sociale notamment) continuent à connaître une croissance annuelle de leur emploi.

y Une légère reprise de l'intérim se confirme

Dans les établissements franciliens, près de 790 000 missions d'intérim ont été conclues au cours du dernier trimestre 2009, représentant en moyenne journalière près de 92 500 emplois équivalents temps plein (EETP).

Après la hausse du troisième trimestre (+5,5 % en EETP), la lente reprise de l'activité intérimaire observée depuis juin 2009 se confirme : +2,2 %, en moyenne trimestrielle et en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit une progression de 6 600 intérimaires en six mois.

En un an, le nombre de contrats conclus baisse encore de -3,7 %, comme le nombre moyen d'EETP : -8,7 % (contre -12,0 % au niveau national). Mais, par rapport aux évolutions annuelles enregistrées précédemment, le recul est beaucoup moins sensible, même si il demeure un peu supérieur à celui de l'ensemble de l'emploi salarié (-2,2 % selon l'URSSAF).

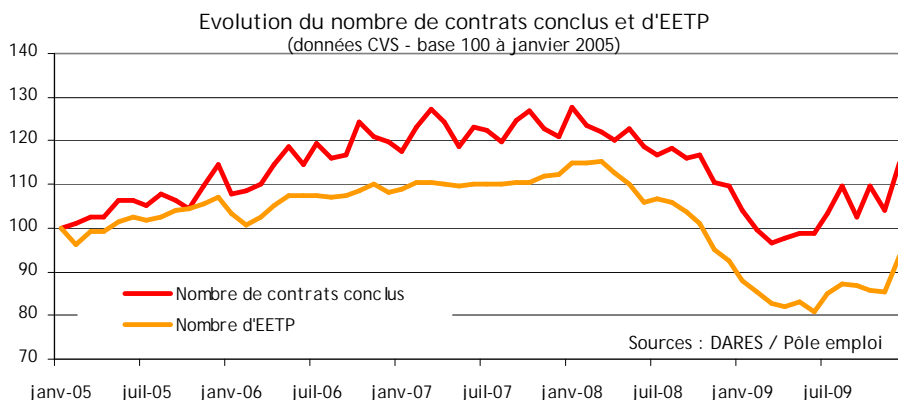
y Elle est d'ampleur inégale suivant les activités ...

Au précédent trimestre, tous les principaux secteurs d'activité enregistraient un recul du nombre d'intérimaires sur un an.

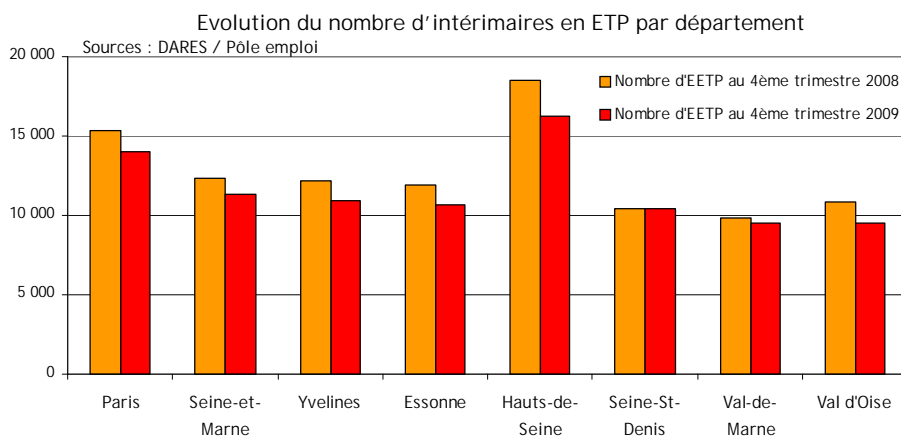
Ce trimestre, le nombre d'intérimaires progresse par rapport au quatrième trimestre 2008 dans quatre secteurs : la fabrication de matériel de transport, regroupant l'aéronautique et l'industrie automobile (+24,9 % en un an), l'hébergement / restauration (+5,2 %), les activités financières et d'assurance (+4,4 %) et le commerce de détail (+2,6 %).

L'activité intérimaire recule encore sur un an de -7,1 % et -4,8 % respectivement dans les deux secteurs qui utilisent le plus l'intérim (transports et entreposage et BTP). Mais on y observe une reprise entre le deuxième et le quatrième trimestre 2009 : +9,0 % et +0,7 % en six mois (données CVS).

L'activité reste faible dans plusieurs branches industrielles : industrie plastique (-29,2 % en un an), métallurgie (-23,6 %), agro-alimentaire (-8,2 %). Les industries chimique et pharmaceutique



Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 4 ^{ème} trimestre 2009	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2008	Nombre d'EETP	Evolution du nombre d'EETP par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2008	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours en 2008
Construction	59 297	-10,7%	15 657	-4,8%	16,5	6,3%
Transports et entreposage	147 021	-2,4%	14 309	-7,1%	6,0	7,2%
Commerce de gros hors automobile	51 229	-5,2%	7 344	-12,1%	9,0	2,8%
Activités de services adm ^m et de soutien	61 600	-9,2%	6 200	-8,5%	6,6	1,4%
Activités juridiques, de conseil et d'ing ^m	50 757	-23,3%	5 143	-18,8%	6,7	1,9%
Commerce de détail hors automobile	64 006	24,1%	4 366	2,6%	4,2	1,2%
Activités financières et d'assurance	12 079	4,2%	4 336	4,4%	24,2	1,4%
Fabrication de matériels de transport	7 084	46,8%	3 905	24,9%	36,6	5,7%
Hébergement et restauration	94 957	12,8%	3 460	5,2%	2,4	1,3%
Prod ^m et distri ^m d'eau, gestion des déchets	24 887	-5,4%	2 305	-12,5%	5,7	8,9%
Industries agro-alimentaires	25 443	4,8%	2 108	-8,2%	5,2	4,9%
Industrie plastiques, prod ^m non minéraux	8 961	-18,7%	1 455	-29,2%	10,6	9,4%
Activités pour la santé humaine	37 336	-0,4%	1 154	-6,4%	2,0	1,2%
Métallurgie	5 249	-8,0%	1 123	-23,6%	12,7	5,6%
Autres secteurs	139 719	-11,6%	19 592	-16,4%	8,2	2,0%
TOTAL	789 625	-3,7%	92 456	-8,7%	7,7	2,6%



résistent, avec des hausses de +5,4 % et +6,8 % (en EETP). Certains secteurs du tertiaire sont aussi en net recul, comme les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (-18,8 %) et les activités de services administratifs et de soutien (-8,5 %).

y ... et suivant les départements d'Ile-de-France

Hormis la Seine-Saint-Denis qui se stabilise, tous les départements franciliens connaissent une baisse annuelle de l'activité intérimaire, mais avec des différences importantes, liées à la structure des activités dominantes dans ces départements.

Les Hauts-de-Seine sont toujours le département où l'activité intérimaire est la plus importante. Mais le fort ralentissement de l'intérim dans le secteur des services administratifs, de conseil et d'ingénierie provoque un net recul annuel (-12,1 %).

Les Yvelines, avec la présence de l'industrie automobile, et la Seine-et-Marne, de par l'importance des transports, avaient été très affectés en début d'année. Mais la reprise de l'intérim dans ces secteurs a entraîné une augmentation du nombre d'EETP dans ces départements de respectivement 12,5% et 11,5% au deuxième semestre 2009 (données CVS).

y Moins d'autorisations qu'au cours des trimestres précédents

731 demandes d'activité partielle au titre de la conjoncture économique ont reçu une réponse favorable des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France au 4^{ème} trimestre 2009, soit un niveau inférieur à celui observé de janvier à septembre 2009 (867 autorisations en moyenne par trimestre). Le volume d'heures correspondant est également en retrait par rapport aux trois trimestres précédents : 3 313 250 heures autorisées au 4^{ème} trimestre 2009, soit - 20 %.

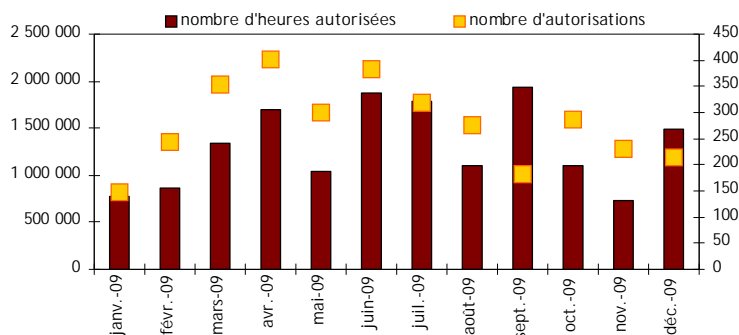
Les autorisations de recours à l'activité partielle accordées à deux grands établissements industriels implantés dans les Hauts-de-Seine font de ce département le premier concerné au 4^{ème} trimestre 2009, avec 26,2 % des heures autorisées, suivi des Yvelines avec 23,7 %. Sur l'ensemble de l'année, le département des Yvelines est le premier concerné par l'activité partielle au titre de la conjoncture économique, puisque près du 1/3 des heures autorisées en Ile-de-France en 2009 l'a été pour ses établissements. Plus généralement, les départements de la grande couronne francilienne concentrent 69 % des heures autorisées de janvier à décembre 2009, une répartition toutefois moins défavorable en fin d'année (58 % au 4^{ème} trimestre).

y L'industrie toujours très concernée

Les secteurs d'activités pour lesquels les heures autorisées d'octobre à décembre 2009 ont été les plus nombreuses sont sensiblement les mêmes qu'au cours des périodes précédentes. L'industrie automobile, la métallurgie et les activités d'ingénierie /contrôles et analyses techniques regroupant à elles seules 58,3 % des heures autorisées au 4^{ème} trimestre 2009, contre 51,0 % en moyenne au cours de l'année 2009.

Les activités connexes à l'industrie automobile (recherche / développement, ingénierie, analyse, essais, contrôle...), rattachées au secteur tertiaire pour la majorité d'entre elles, ont enregistré une hausse importante des heures

Evolution des heures et demandes d'activité partielle autorisées

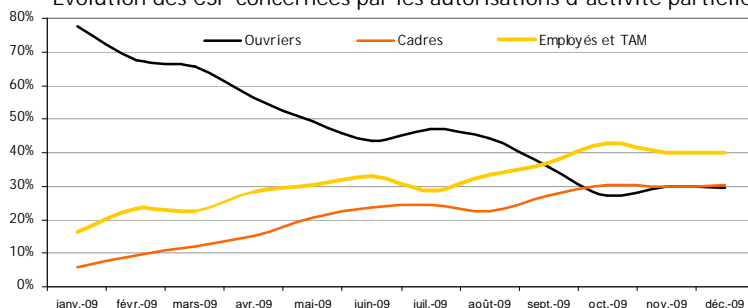


Source : DDTEFP, Traitement : DRTEFP/SEPES - données au 8 avril 2010

Répartition par secteur d'activité des heures d'activité partielle autorisées...	... au 4 ^{ème} trimestre 2009	... en 2009
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	24,1%	17,3%
Fabrication de matériels de transport	23,8%	18,9%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	12,8%	18,3%
Activités de services administratifs et de soutien	6,2%	4,7%
Commerce : réparation d'automobiles et de motocycles	5,2%	6,6%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	4,4%	5,8%
Autres	23,5%	28,4%
Tous secteurs	100,0%	100,0%

Source : DDTEFP, Traitement : DRTEFP/SEPES - données au 8 avril 2010

Evolution des CSP concernées par les autorisations d'activité partielle



Source : DDTEFP, Traitement : DRTEFP/SEPES - données au 8 avril 2010

d'activité partielle autorisées en fin d'année 2009.

A l'inverse, dans l'industrie, les activités de production ont été moins affectées que lors des mois précédents, d'où une part des ouvriers potentiellement concernés par l'activité partielle inférieure à 30 % en fin d'année.

Le taux de recours à l'activité partielle bien plus fort dans l'industrie qu'en moyenne (1,8 % des heures de travail du secteur ont été autorisées à être chômées en 2009, contre 0,2 % tous secteurs d'activité confondus) explique en grande partie le fait que les départements de la grande couronne, plus industriels, soient davantage impliqués dans ce dispositif. De plus, les établissements tertiaires dont l'activité est directement dépendante de la production manufacturière y sont également pour la plupart d'entre eux implantés.

y Un haut niveau d'heures susceptibles d'avoir été utilisées au cours du trimestre

En fonction du calendrier prévisionnel associé à chaque autorisation, il est possible d'estimer les heures d'activité partielle prévues dans les établissements franciliens au 4^{ème} trimestre 2009. Ainsi, 5 361 400 heures de travail sont susceptibles d'avoir été chômées au cours de cette période, soit le plus haut niveau observé en 2009. A l'exception de la pause estivale, les prévisions d'utilisation d'heures d'activité partielle sont en effet en progression linéaire depuis le début de la crise.

Si le tertiaire est stabilisé à un haut niveau depuis le printemps 2009, les heures prévues dans l'industrie continuent à progresser. A l'inverse, dans la construction, qui a eu peu recours à l'activité partielle, l'essentiel des heures était programmé au 1^{er} semestre 2009.

Les suppressions d'emploi envisagées dans les procédures de licenciement collectif ouvertes au 4^{ème} trimestre 2009

Plus de 7 000 emplois menacés...

Au 4^{ème} trimestre 2009, 179 procédures de licenciement collectif, c'est-à-dire susceptibles de conduire à la suppression d'au moins 10 salariés dans une même période de 30 jours, ont été notifiées à l'administration. Si ces procédures, à justification économique, sont conduites à leur terme, elles se traduiront par la suppression de 7 041 emplois franciliens.

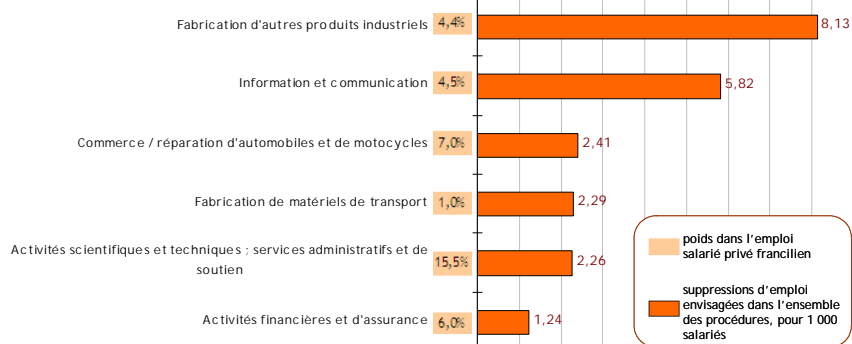
En 2009, 737 procédures ont été notifiées aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France. Elles concernaient, en cumul annuel, 30 245 emplois. Rapportés au nombre de salariés aujourd'hui en poste dans la région, les licenciements économiques collectifs annoncés en 2009 sont susceptibles de conduire à la suppression de 6,8 postes franciliens sur 1 000 (20 ‰ en moyenne dans l'industrie).

Les restructurations lourdes, prévoyant la suppression de plus de 300 postes, ont été relativement rares en Ile-de-France, au dernier trimestre 2009 comme sur l'ensemble de l'année (respectivement 2 et 8 notifications). Si l'on exclut les licenciements de ce type, la moyenne des postes menacés par procédure au 4^{ème} trimestre 2009 est sensiblement égale à celle de l'ensemble de l'année (respectivement 34 et 36 postes).

... dont 1/3 dans les Hauts-de-Seine

En concentrant plus d'un tiers des suppressions d'emplois envisagées dans les procédures ouvertes

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 4^{ème} trimestre 2009, proportionnellement à l'emploi salarié



Sources : DDTEFP (procédures) et Urssaf (emploi salarié à fin décembre 2009), Traitement : DRTEFP/SEPES

au 4^{ème} trimestre 2009, les Hauts-de-Seine apparaissent comme le département potentiellement le plus impacté. C'est également le cas sur l'ensemble de l'année 2009 (29 % des emplois régionaux menacés).

Rapporté au nombre de salariés dans les Hauts-de-Seine, les suppressions de postes envisagés en 2009, correspondent à 10,2 postes pour 1 000, soit le taux départemental le plus élevé.

Au dernier trimestre 2009 comme sur l'ensemble de l'année, le département des Yvelines arrive en seconde position en termes d'impact sur l'emploi local (8,2 ‰ des emplois susceptibles d'être ainsi supprimés).

La Seine-et-Marne et le Val-d'Oise avaient été particulièrement concernés par les perspectives de suppression d'emplois annoncés au premier semestre 2009. La nette diminution des emplois menacés dans ces départements au 3^{ème} trimestre 2009 s'est confirmée au 4^{ème} trimestre.

L'industrie toujours très impactée

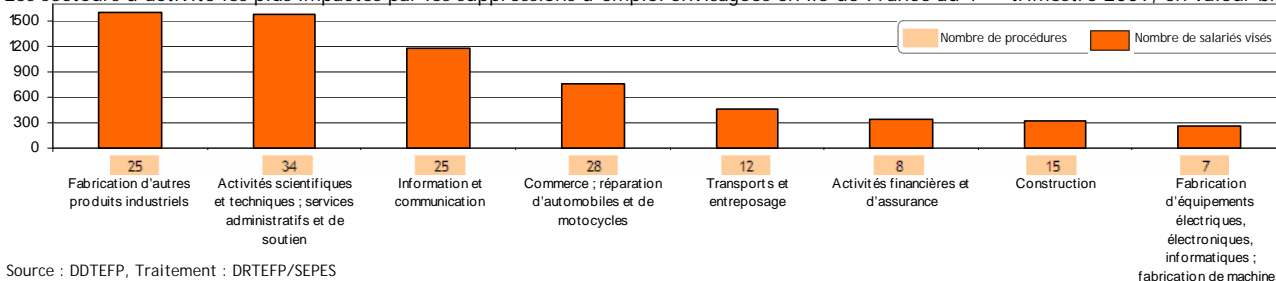
Le secteur de la fabrication d'autres produits industriels est le secteur le plus concerné par les risques de suppressions d'emploi notifiées en fin d'année 2009, proportionnellement aux emplois offerts comme en valeur brute : 8,13 emplois sur 1 000 menacés par les 25 procédures ouvertes au 4^{ème} trimestre 2009.

Il s'agit principalement de l'industrie pharmaceutique, chimique et du bois /papier/imprimerie. En cumul annuel, 13 % des emplois du secteur ont fait l'objet d'une ouverture de procédure de licenciement économique collectif.

Proportionnellement à l'emploi salarié, l'information/communication est le second secteur le plus touché au 4^{ème} trimestre 2009 (en cumul annuel : 18,7 ‰ des postes menacés).

Les redressements / liquidations judiciaires ont été à l'origine d'un tiers des procédures notifiées au 4^{ème} trimestre 2009 (25 % en 2009).

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 4^{ème} trimestre 2009, en valeur brute



Source : DDTEFP, Traitement : DRTEFP/SEPES

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France
66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Joël Blondel

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques / dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr

Diffusion : Service communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877